



Analyse stratégique

N° 28 octobre 2011

Durban: dernier espoir pour le monde d'éviter le désastre climatique ?

par Jim Davis et John Dillon

« Notre Mère la Terre est malade. Le modèle de développement axé sur une croissance économique et une surconsommation illimitées a rompu l'équilibre entre les humains et l'environnement. Les propositions apportées à la table des négociations ne suffiront pas à stopper les changements climatiques. Nous proposons un modèle pour bien vivre en harmonie avec notre Mère la Terre : c'est la voie à suivre pour rétablir l'équilibre entre les humains et la nature. »

Rafael Quispe, leader autochtone bolivien¹

L'heure approche à grands pas où l'humanité devra prendre des mesures décisives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, ou alors affronter une destruction écologique sans précédent depuis que les êtres humains sont apparus sur la Terre.

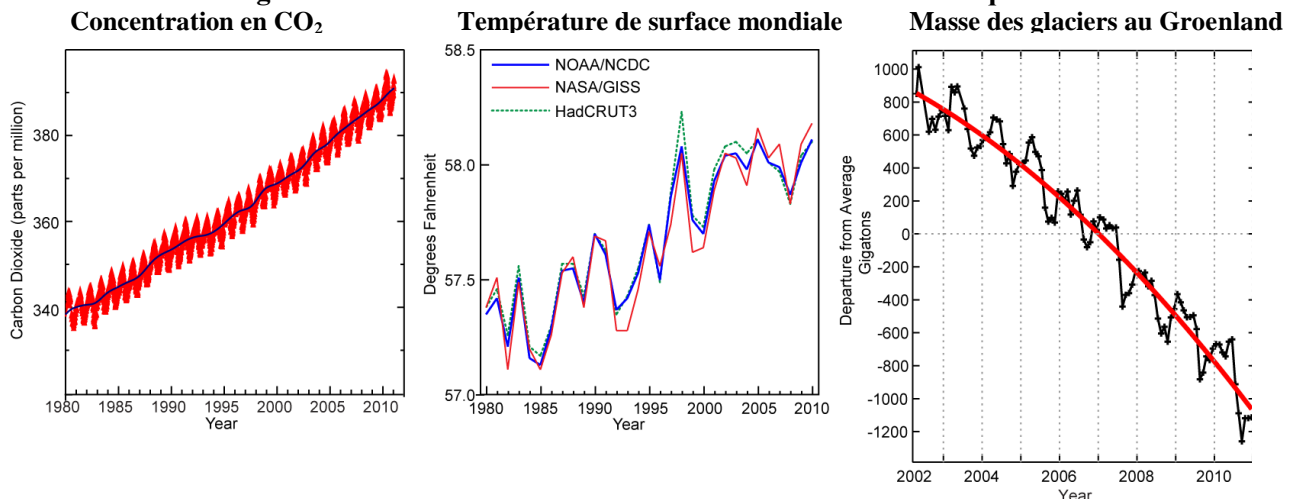
La 17^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques aura lieu à Durban, en Afrique du Sud, du 29 novembre au 9 décembre 2011; ce sera un test crucial de la volonté des États d'agir ensemble afin de préserver la vie sur la Terre.

L'incidence des changements climatiques provoqués par l'homme augmente en intensité, entraînant chaque année quelque 300 000 pertes de vies humaines². En 2010, les inondations en Chine et au Pakistan et d'autres cataclysmes liés au climat ont déplacé 38 millions de personnes – deux fois plus que l'année précédente³.

D'après la *National Oceanic and Atmospheric Administration* des États-Unis, le taux d'augmentation des niveaux de dioxyde de carbone a été plus élevé en 2010 que pour la moyenne des 30 dernières années. Les températures de l'air au-dessus du sol en 2010 ont été les deuxièmes plus chaudes jamais enregistrées. La masse des glaciers de la planète a diminué pour la vingtième année consécutive. La détérioration des glaciers du Groenland enregistrée en 2010 est supérieure à celle de toutes les années précédentes⁴.

En 2010, le Canada a connu son année la plus chaude depuis 1948. En 2011, de graves inondations printanières ont empêché les agriculteurs des Prairies d'ensemencer entre 2,4 et 3,2 millions d'hectares de terres. Les climatologues relèvent que, par décennie,

Figure 1: Indicateurs de l'accélération de l'évolution climatique



Source: *The State of the Climate in 2010*. National Oceanic and Atmospheric Administration.

les incendies de forêt ont ravagé des surfaces quatre fois plus étendues dans les années 1990 que dans les années 1960, à cause des changements climatiques d'origine humaine⁵.

François Gemenne, chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales de Paris, signale que dans les prochaines décennies, vu l'importance des populations concentrées dans les deltas et les terres basses, au moins 20 pour cent de l'humanité seront exposés à de graves inondations et à des précipitations extrêmes⁶. Des centaines de millions d'autres personnes manqueront d'eau à cause des sécheresses et de la disparition des glaciers des Andes, de l'Himalaya et des Rocheuses. De 21 à 52 pour cent des espèces végétales et animales sont menacées d'extinction à cause de l'évolution du climat⁷.

La Conférence des parties (COP 17) de Durban est l'occasion de relancer la discussion sur les changements climatiques à l'ONU après l'impasse de la COP 15 à Copenhague en 2009 et de la COP 16 à Cancún en 2010.

Les engagements pris à Copenhague et à Cancún sont tout à fait inadéquats

Pour prévenir une évolution désastreuse du climat, la hausse moyenne de la température mondiale doit demeurer en deçà de 2 °C (degrés Celsius) et, de préférence, le plus près possible de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Même si toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES) cessaient immédiatement, les températures continueraient probablement de monter d'environ 1,5 degré à cause des niveaux actuels de concentration du dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

À Copenhague, en 2009, les pays industrialisés ont pris plusieurs engagements, sur une base volontaire, pour réduire leurs émissions de GES. Une analyse réalisée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement montre que, dans le meilleur des cas, c'est-à-dire advenant que les pays tiennent leurs promesses les plus exigeantes et qu'ils soient soumis à des règles comptables strictes, le monde connaîtra quand même une hausse des températures globales de 2,5 degrés Celsius⁸. Dans le pire des cas, c'est-à-dire advenant que les pays ne tiennent que leurs promesses les moins sévères et qu'ils appliquent des règles comptables moins strictes, la hausse pourrait être de 5 °C⁹.

Ce qu'on sait moins, c'est que la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays en développement se sont engagés à réduire leurs émissions de GES davantage que les pays industrialisés. Une étude de l'Institut de l'environnement de Stockholm indique que si les pays

industrialisés réalisaient leurs engagements les plus exigeants, leurs réductions d'émissions d'ici 2020 représenteraient 3,8 gigatonnes d'équivalent CO₂. Pendant la même période, les réductions des émissions des pays en développement atteindraient 5,2 gigatonnes¹⁰.

Par ailleurs, si les pays développés ne tenaient que leurs promesses les plus timides, tout en appliquant des règles comptables strictes, la réduction de leurs émissions s'élèverait à 1,2 gigatonne et celle des pays en développement à 3,6 gigatonnes¹¹. Dans le pire des cas, c'est-à-dire si les pays industriels n'atteignaient que leurs cibles les plus basses en profitant des échappatoires d'une comptabilité accommodante, certains d'entre eux pourraient prétendre avoir tenu leurs engagements en n'ayant réduit leurs émissions que très peu, ou pas du tout.

Il y a un mécanisme qui permet de transférer des pays développés aux pays en développement la responsabilité de réduire les émissions : ce sont les titres compensatoires internationaux. Les titres compensatoires consistent à payer à l'étranger pour des projets qui préviennent les émissions de carbone (par exemple, en préservant les forêts) ou qui retirent les gaz à effet de serre de l'atmosphère. Les émissions qui se poursuivent dans les pays industrialisés sont dites « compensées » par le financement de tels projets. Les partenaires de KAIROS dans le Sud global dénoncent le caractère inéquitable des titres compensatoires, qui transfèrent des pays industriels aux pays en développement le fardeau de la réduction des émissions.

Une raison qui explique que les véritables réductions d'émissions des pays industriels pourraient demeurer remarquablement basses, c'est la pratique de la double comptabilité. Les pays industriels incluent les titres compensatoires (des réductions d'émissions réalisées dans les pays en développement mais subventionnées par les pays industriels) dans les réductions qu'ils revendiquent. Puisque ces réductions sont également revendiquées par les pays en développement, cette inscription en double des mêmes réductions pourrait diminuer de 1,6 gigatonne de CO₂, d'ici 2020, l'incidence des engagements pris¹².

Une autre échappatoire qui s'offre aux pays développés a trait aux crédits réclamés à titre de compensation pour l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie (LULUCF). Par exemple, des pays pourraient revendiquer des crédits pour des activités comme le reboisement ou la gestion des terres cultivées en compensation d'émissions réelles¹³. Les règles comptables régissant les mesures de LULUCF seront discutées à la COP 17 de Durban.

D'autres échappatoires consistent à ne pas inclure les émissions dues au transport maritime ou aérien.

Un débat crucial à Durban portera sur le recours à la bourse du carbone comme moyen de réduire les émissions et comme source de financement pour le Fonds climatique d'investissement institué à Cancún. En outre, les négociateurs à la COP 17 vont discuter des règles touchant la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD). L'analyse stratégique de KAIROS sur la conférence de Cancún ([Decisive Action Vital at Cancún Climate Talks](#)) de novembre 2010 offre une évaluation critique de la façon dont une extension de la bourse du carbone et le système de titres compensatoires relié au déboisement et à la dégradation des forêts pourraient porter atteinte aux droits des peuples autochtones.

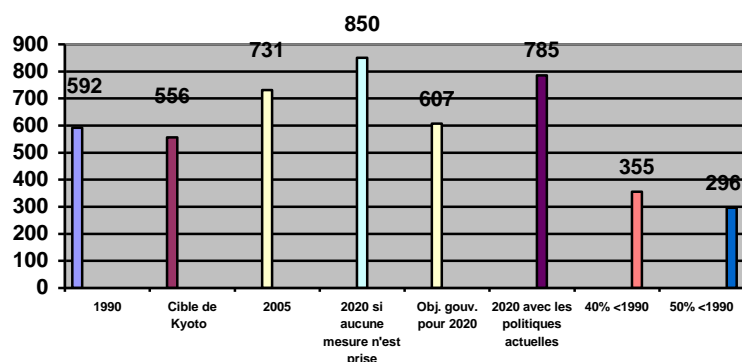
Large condamnation des politiques climatiques du Canada

À la COP 16 de Cancún, le Canada n'a guère insisté sur ses intentions de négocier de nouvelles réductions des émissions en vertu du protocole de Kyoto. Mais lors des pourparlers de juin 2011 à Bonn, un membre de la délégation canadienne a déclaré ouvertement: «Maintenant que nos élections sont terminées, nous pouvons dire... que le Canada ne se fixera pas d'objectif pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto¹⁴ ». Cette fin de non recevoir vient s'ajouter au refus du Canada de se conformer aux promesses de réduction d'émissions, pourtant contraignantes, qu'il avait prises à Kyoto, en 1997.

Lors des négociations à Bonn, un porte-parole du groupe des pays les moins développés a affirmé que « l'histoire jugera sévèrement » le Canada et les autres pays qui refusent de considérer de nouveaux engagements en vertu du Protocole de Kyoto. Un délégué des Îles Salomon (qui pourraient disparaître sous l'océan si les changements climatiques se poursuivent) a déclaré que « tuer le Protocole de Kyoto, ce sera tuer l'humanité¹⁵ ».

L'objectif que s'est fixé le Canada à Copenhague, de réduire ses émissions de 17 pour cent d'ici 2020 par rapport à leur niveau de 2005, signifie que les émissions du Canada seront alors de 2,5 pour cent **plus élevées** que ce qu'elles étaient en 1990. En outre, d'après les chiffres d'Environnement Canada (voir le Tableau 2), compte tenu des politiques actuelles de réduction des émissions, on prévoit que les émissions atteindront 785 mégatonnes de CO₂e en 2020 – soit 29 pour cent de plus que l'objectif officiel et 33 pour cent de plus que leur niveau en 1990¹⁶.

Tableau 2: Objectifs canadiens de réduction des émissions de GES en mégatonnes de CO₂e



Source: Environment Canada

Les émissions prévues pour 2020 sont de 121 à 165 pour cent plus élevées que les niveaux requis pour que les pays industrialisés fassent leur part afin de maintenir la température mondiale en deçà de 2 °C au-dessus de ce qu'elle était avant l'ère industrielle.

Le Canada devient un pays pétrolier

Certains observateurs estiment que l'opposition du gouvernement canadien à la réduction des émissions vient de ce que le Canada est devenu un pays pétrolier, et qu'il dépend exagérément des revenus de ses exportations pétrolières¹⁷. Les sociétés pétrolières prévoient investir 2077 milliards \$ en travaux de construction et pour l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta au cours des 25 prochaines années, de manière à hausser leur production de 1,7 million de barils par jour aujourd'hui à 4,9 millions en 2035¹⁸.

James Hansen, climatologue de la NASA, affirme que si nous brûlons un quart à peine des réserves avérées de pétrole, de gaz et de charbon continentaux, le climat mondial se réchauffera de plus de 2 °C, même si une hausse de 2 °C est « la recette pour un cataclysme climatique¹⁹ ». À son avis, « la pleine exploitation des sables bitumineux rendra impossible toute stabilisation du climat²⁰ ».

En exploitant les sables bitumineux, le Canada ignore l'urgence de réduire les concentrations globales de CO₂ atmosphérique de 391 parties par million (ppm) aujourd'hui à 350 ppm. Les sept milliards de barils de pétrole tirés des sables bitumineux jusqu'à maintenant ont déjà fait augmenter la concentration de CO₂ d'environ 0,6 ppm. Si leur exploitation se poursuit pendant 10 ans, les sables bitumineux canadiens seront responsables d'une hausse globale de 2 ppm dans les émissions globales²¹.

Si se concrétisait l'extraction des 316 milliards de barils de pétrole qu'on pense pouvoir tirer des sables bitumineux grâce à la technologie actuelle, leur combustion ferait augmenter la concentration mondiale de dioxyde de carbone de quelque 30 ppm. Les émissions des sables bitumineux représentent déjà 5 pour cent de toutes les émissions canadiennes de GES et on prévoit qu'en 2020 ce chiffre sera de 16 pour cent, si le taux d'expansion actuel se maintient.

La dette écologique

Depuis un siècle les températures globales ont dépassé de 0,8 °C les niveaux préindustriels. Les pays du Nord sont particulièrement responsables de cette augmentation. Les pays industrialisés sont responsables d'environ 75 pour cent des émissions de carbone depuis le début de la révolution industrielle, au milieu du 18^e siècle. Une partie du dioxyde de carbone émis il y a quelques siècles subsiste toujours dans l'atmosphère parce que la végétation et les océans ne peuvent l'absorber que lentement.

Les peuples du Sud, qui subissent le plus lourdement l'évolution du climat, sont ceux qui ont le moins contribué à la déclencher. Sur les 325 millions de personnes les plus touchées par les inondations, les sécheresses et les récoltes déficitaires provoquées par les changements climatiques, 98 pour cent vivent dans des pays en développement. Les 50 pays les moins développés sont responsables de moins de un pour cent des émissions de carbone²².

L'appropriation excessive par le Nord global de la capacité d'absorption du carbone de la planète a engendré une énorme dette écologique envers les populations du Sud et envers tous les êtres vivants de la communauté terrestre. Nos partenaires œcuméniques du Sud global nous appellent à assumer la responsabilité de cette dette. La Déclaration de Dar-es-Salaam sur le lien entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique interpelle les églises du Nord à « reconnaître les privilèges tirés de la complicité – par modèles de production et de consommation interposés – avec les systèmes de domination et d'exploitation qui déshumanisent et détruisent la vie en Afrique²³ ».

Une incidence excessivement grave en Afrique

C'est en Afrique que se manifestent les pires effets de l'évolution climatique. Ils vont de la sécheresse et de la famine largement publicisées dans la Corne de l'Afrique à des migrations internes et internationales moins connues. La majorité des Africains, qui ne sont que très peu responsables des changements climatiques, sont sacrifiés au confort d'une petite élite.

Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat l'a confirmé, l'Afrique est le continent le plus vulnérable. Les études prévoient qu'un réchauffement global moyen de 1,5 °C pourrait provoquer à l'échelle de l'Afrique des récoltes déficitaires de plus de 30 pour cent, et entraîner une grave insécurité alimentaire, un effondrement de l'économie et de sérieux conflits sociaux²⁴. L'Organisation météorologique mondiale a répété dernièrement que les pays africains connaissent déjà un réchauffement important, qui provoque des sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes²⁵.

L'agriculture est de loin la première consommatrice d'eau en Afrique car elle utilise de 70 à 80 pour cent des ressources hydriques²⁶. Depuis une vingtaine d'années, la production alimentaire a été affectée par des sécheresses dans diverses régions du continent²⁷. On estime que de 70 à 250 millions de personnes seront exposées à un accroissement du stress hydrique dans les régions arides et semi-arides. Les changements dans la pluviométrie et l'exploitation accrue des sols vont encore exacerber la désertification²⁸. Les 15 États qui font partie de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) connaissent une forte variabilité climatique, en particulier dans les pays plus secs qui se trouvent le plus au sud, où il arrive fréquemment que des années de sécheresse soient interrompues par de fortes inondations. Une hausse de la température affectant les précipitations « aura des répercussions complexes sur les activités sociales, environnementales et économiques de la région²⁹ ».

Une étude commandée par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) prédit qu'une augmentation moyenne de la température mondiale de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels d'ici 2040 imposerait à l'Afrique un coût économique correspondant à 1,7 pour cent de son PIB. Si la hausse de la température moyenne atteignait 2,2 °C d'ici 2060, le coût économique s'élèverait à 3,4 pour cent du PIB africain. À la fin du siècle, advenant une hausse de la température moyenne de 4,1 °C, la facture atteindrait 10 pour cent du PIB du continent³⁰.

Les dirigeants religieux africains affirment: « Il faut que la COP de Durban conclue un traité – et une deuxième ronde d'engagements selon le Protocole de Kyoto – qui soit équitable, ambitieux et légalement contraignant, afin d'assurer la survie des futures générations³¹ ».

Au moment où les négociateurs et la société civile vont se réunir à Durban, la Fraternité des conseils chrétiens d'Afrique australe (*Fellowship of Christian Councils in Southern Africa*) lance un mise en garde: « Il existe

une divergence entre les intérêts du géant économique de la région, l'Afrique du Sud, qui tente de préserver son modèle économique énergivore, consommateur de ressources et hautement polluant, et les autres pays de la région, qui sont plus vulnérables aux effets de l'évolution du climat et qui ont moins de ressources pour affronter ces difficultés³². »

Si on laisse les températures moyennes mondiales augmenter de 2 °C, objectif officiel qui a été confirmé par les conférences de Copenhague et de Cancún, on prévoit que les températures en Afrique subiront une hausse une fois et demie plus forte. Pour citer l'archevêque émérite Desmond Tutu, « Un objectif mondial d'environ 2° C condamne l'Afrique à l'incinération³³. »

Réparer pour la dette écologique

Les partenaires de KAIROS dans le Sud global affirment que nous autres, pays du Nord, devons rembourser notre dette écologique, avant tout en réduisant nos émissions de gaz à effet de serre. Pour espérer contenir la hausse de la température mondiale en deçà de 2 °C (et le plus près possible de 1,5 °C) au-dessus du niveau préindustriel, le Nord doit réduire ses émissions de GES de 40 à 50 pour cent par rapport à leur niveau de 1990, et ce d'ici 2020. Même si nous arrêtons dès demain de brûler des combustibles fossiles, les températures mondiales augmenteraient quand même de 1,5°C à cause du dioxyde de carbone concentré dans l'atmosphère.

Par ailleurs, il faut annuler les dettes écrasantes des pays en développement sans leur imposer les conditions qu'exigent les institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il faut aussi libérer des fonds suffisants pour défrayer les mesures d'atténuation et d'adaptation que doivent prendre les pays du Sud pour se préparer aux changements climatiques inévitables. Le Département des Affaires économiques et sociales de l'ONU estime qu'il faudra aux pays en développement entre 500 et 600 milliards \$ par année pour ces mesures d'atténuation et d'adaptation³⁴.

La communauté internationale doit se doter de nouvelles sources de financement, qui ne soient pas liées aux politiques dictées par les institutions financières internationales. Les partenaires de KAIROS dans le Sud sont particulièrement inquiets des mécanismes financiers qui relèvent de la Banque mondiale à cause de sa structure de gouvernance dominée par le Nord et du rôle qu'elle joue pour financer l'exploitation des combustibles fossiles. Entre 2008 et 2010, les investissements dans les combustibles fossiles ont représenté 56 pour cent du financement fourni par la Banque mon-

diale dans le domaine de l'énergie. L'efficacité énergétique n'a reçu que 20 pour cent des placements de la Banque et 15 pour cent à peine sont allés à des projets d'énergie renouvelable, si l'on exclut les grands barrages hydroélectriques. En 2010, la Banque a consenti des prêts de 6,6 milliards \$ pour les combustibles fossiles, soit 116 pour cent de plus que l'année précédente : les deux tiers ont été investis dans des projets de centrales au charbon³⁵.

En vertu de l'accord de Copenhague de 2009, le Canada a promis 400 millions \$ pour financer la mise en œuvre rapide de projets d'adaptation dans les pays en développement. De ce montant, 285 millions \$ iront à la Société financière internationale (SFI), le secteur de la Banque mondiale chargé du financement des entreprises privées. En prêtant, au lieu d'accorder des subventions, on ne contribue pas seulement à accroître les dettes financières des pays du Sud : cette stratégie vient encore consolider le rôle d'un organisme dont les antécédents laissent à désirer. Une étude a relevé que les projets financés par la Banque mondiale et la SFI en 2008 seulement produiraient, pendant leur vie utile, environ 7 pour cent des émissions annuelles de CO₂ du secteur de l'énergie³⁶.

Au moment où se réduisent les engagements d'aide publique au développement (APD), il importe que les transferts financiers visant à faire face à l'évolution du climat ne se fassent pas aux dépens de l'APD nécessaire à la lutte contre la pauvreté, la faim et les maladies. Une solution alternative pour financer les politiques d'atténuation et d'adaptation serait l'institution d'une forme de taxe sur les transactions financières (TTF). Dans une analyse stratégique de KAIROS intitulée [La taxe sur les transactions financières: le temps est venu](#), nous expliquons comment une taxe de ce genre pourrait permettre de recueillir des fonds pour combattre la pauvreté et les changements climatiques.

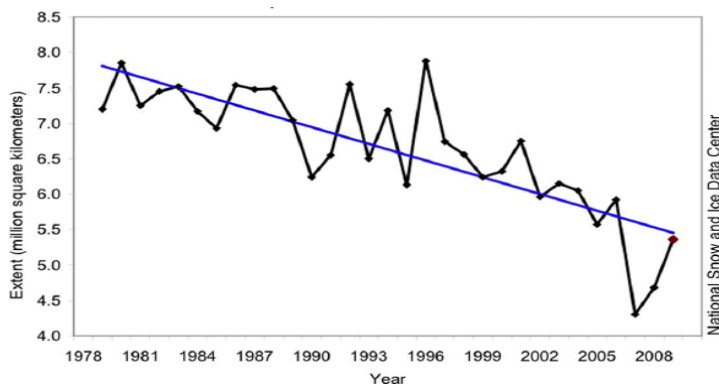
Depuis la publication de cette analyse, l'Union européenne (UE), sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, a pris de premières mesures en vue de l'instauration d'une TTF. Il faudra voir quelle part des revenus potentiellement importants d'une taxe européenne seront consacrés à des mesures d'atténuation et d'adaptation³⁷. Le président français Nicolas Sarkozy a inscrit la question d'une TTF pour financer la lutte à la pauvreté et aux changements climatiques à l'ordre du jour de la prochaine réunion du G20, en novembre 2011, à Cannes (France).

À Bonn, en juin 2010, lors des pourparlers préparatoires à la COP17, la Bolivie a proposé d'imposer une

taxe de 0,01 pour cent sur toutes les transactions financières internationales entre les pays disposés à percevoir des revenus pour un fonds qui servirait avant tout à aider les pays en développement à faire face à l'évolution du climat³⁸. C'était la première fois qu'une proposition de TTF était déposée dans le cadre des négociations de l'ONU sur le climat.

Les Inuits mettent en garde contre la fonte des glaces arctiques

Si on prévoit que les Africains subiront certaines des pires retombées de l'évolution du climat, le grand Nord canadien en voit déjà les conséquences. Les températures augmentent deux fois plus vite dans l'Arctique que sur le reste du globe. En 2007, elles étaient déjà supérieures de 2° C à leur moyenne de 1961 à 2000. Il y a dix ans, les modèles d'évolution du climat prédisaient que l'Océan arctique ne serait plus couvert de glaces en 2010. De nouvelles données ont amené les scientifiques à réviser leurs prédictions: on a parlé de 2050 puis de 2030. La couverture de glace de l'Arctique diminue depuis deux décennies (voir le Tableau 3).



Sheila Watt Cloutier, leader inuit canadien, est aussi l'ancienne présidente internationale du Conseil circumpolaire inuit. Devant l'assemblée de KAIROS à Waterloo (Ontario), en juin 2009, elle a évoqué les graves conséquences des changements climatiques dans l'Arctique.

L'évolution rapide du climat a une incidence profonde sur notre droit et notre capacité d'exister comme peuple autochtone. Nous devons affronter des conditions météorologiques imprévisibles, une érosion extrême qui menace nos établissements côtiers et l'invasion de nouvelles espèces d'insectes. À certains endroits des régions circumpolaires, à certaines époques de l'année, les déplacements et la chasse sont devenus plus dangereux et de moins en moins de gens s'en remettent à nos modes de subsistances traditionnels. Ceci pourrait compromettre la transmission de

notre culture aux plus jeunes... On prévoit que la glace de mer va continuer de diminuer rapidement, ce qui va profondément transformer le Nord, comme d'ailleurs le monde entier, indépendamment de la façon dont nous pourrions commencer à composer avec l'évolution du climat... La navigation par le Passage du Nord-Ouest et les risques accrus de déversement pétrolier et de contamination de notre écosystème fragile montrent clairement que les changements climatiques vont trop loin.

La vitesse à laquelle se fait l'évolution du climat dans l'Arctique est particulièrement troublante. Une étude publiée dans les *Geophysical Research Letters* indique que les changements climatiques y ont déjà atteint le point de non retour³⁹. La fonte des glaces arctiques crée un circuit fermé dangereux puisque la nappe d'eau libre absorbe plus de 90 pour cent du rayonnement solaire contrairement à la glace qui reflète la lumière solaire dans l'espace.

Les scientifiques avertissent qu'une augmentation des températures d'aussi peu que 2 °C met en danger toute la calotte glaciaire du Groenland. Richard Alley, professeur de science de la terre à l'Université d'État de la Pennsylvanie écrit: « Au cours de la prochaine décennie, nous franchirons [un] seuil ... Ce qui se passe actuellement dans l'Arctique représente la transformation la plus importante et la plus rapide que la nature ait jamais réalisée⁴⁰. » La disparition de la calotte glaciaire du Groenland entraînerait une hausse du niveau des mers de quelque sept mètres, ce qui ferait disparaître les petits États insulaires et les villes côtières du monde entier.

Le réchauffement de l'Arctique entraîne aussi la fonte du pergélisol, ce qui libérera du méthane, gaz à effet de serres 23 fois plus puissant que le CO₂. Kevin Schaefer, scientifique du *National Snow and Ice Data Center* de Boulder (Colorado), a découvert que de 29 à 60 pour cent du pergélisol mondial aura fondu d'ici 2200, ce qui libérera 190 gigatonnes (milliards tonnes métriques) de carbone, « l'équivalent de la moitié du carbone relâché dans l'atmosphère depuis le début de l'ère industrielle⁴¹ ».

Schaefer estime que ce carbone additionnel va faire augmenter les températures arctiques de 8 à 10° C et la température moyenne de la Terre de 3 °C, en plus des autres hausses de température d'origine humaine.

Investir dans les solutions alternatives

Chaque année, le gouvernement canadien verse 1,4 million \$ en subventions aux industries pétrolière et gazière. KAIROS fait campagne pour que ces subventions soient plutôt investies dans la conservation de l'énergie et la production d'énergie renouvelable, ce qui créerait trois fois plus d'emplois que les investissements dans la production pétrolière. En outre, ces emplois seraient distribués partout au pays et pourraient être accordés en priorité aux membres des communautés marginalisées. Le *Green Economy Network*, qui représente des organisations syndicales, environnementales et œcuméniques, dont KAIROS, estime que:

- des investissements annuels de 4,65 milliards \$ dans des projets d'énergie renouvelable (éolienne, solaire et géothermique surtout) créeraient chaque année 92 000 emplois à plein temps;
- un investissement de 50 milliards \$ sur 10 ans pour mieux isoler les foyers et les édifices au Canada créerait 988 800 emplois sur une décennie et réduirait les émissions de GES au Canada de 10 millions de tonnes par année d'ici 2020;
- un investissement de 55 milliards \$ sur cinq ans dans les transports en commun créerait 211 600 emplois par année;
- un investissement de 25,7 milliards \$ sur cinq ans dans des liaisons ferroviaires interurbaines à haute vitesse créerait 101 647 emplois de plus par année.

Conclusion : bien vivre en harmonie avec la nature

L'idée du «bien vivre» chez les populations autochtones des Andes, c'est-à-dire la vie en harmonie avec le monde naturel, a inspiré la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, qui s'est tenue en 2010 à Cochabamba (Bolivie).

L'Accord des peuples, fruit de cette conférence, parle de la nécessité de retrouver et de raffermir la sagesse et les pratiques ancestrales des peuples autochtones.

La sagesse nous apprend la prudence d'une économie qui pourvoit aux besoins fondamentaux des gens en rejetant « la voie du développement qui a amené les pays riches à avoir une empreinte écologique cinq fois plus

lourde que ce que peut supporter la planète⁴² ». Le texte lance un avertissement : « Nous avons dépassé de 30 pour cent la capacité de régénération de la planète. À ce rythme de surexploitation de notre Terre-Mère, il nous faudra deux planètes d'ici l'année 2030. »

La conception du « bien vivre » des peuples autochtones peut nous guider vers une économie durable qui permettra à tout le monde de vivre en respectant les limites biophysiques de la Terre, de partager les dons du Créateur que sont l'eau, une alimentation nutritive, un logement adéquat et la possibilité de nous entraider, de faire un travail créateur et d'approfondir notre vie spirituelle.

John Dillon est coordinateur de programme Justice économique pour KAIROS. Vous pouvez le joindre à jdillon@kairoscanada.org Jim Davis est coordinateur de Programme Partenariats en Afrique pour KAIROS. Vous pouvez le joindre à jdavis@kairoscanada.org KAIROS: Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice réunit onze Églises et organisations religieuses qui œuvrent pour la justice sociale au Canada et à travers le monde.

¹ Rafael Quispe parlait au nom du Mouvement social des autochtones de Bolivie lors d'une conférence de presse à Bonn (Allemagne), le 17 juin 2011, dans le cadre des pourparlers préparatoires à la 17^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Durban (Afrique du Sud).

² Voir *L'anatomie d'une crise silencieuse*. Genève, Forum humanitaire global. 2009.; p.1.
http://www.bb.undp.org/uploads/file/pdfs/energy_environment/CC%20human%20impact%20report.pdf

³ Amland, Bjoern H., « Natural Disasters displaced 42 million last year », *The Globe and Mail*, 7 juin 2011; p. A21.

⁴ National Oceanic and Atmospheric Administration, *The State of the Climate in 2010: Highlights*. NOAA, 28 juin 2011.

⁵ Scharper, Stephen, « A fiery environmental apocalypse », *Toronto Star*, 23 mai 2011; p. A11.

⁶ Leahy, Stephen, «Millions may soon be fleeing the floodwaters», IPS, 9 juin 2011.

⁷ Données du Groupe de travail II (2007) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, citées dans James Hansen et al., *The Case for Young People and Nature: A Path to a Healthy, Natural, Prosperous Future*, http://www.columbia.edu/~jeh1/mailings/2011/20110505_CaseForYoungPeople.pdf.

⁸ Programme des Nations Unies pour l'Environnement, *The Emissions Gap Report: Are the Copenhagen Accord Pledges Sufficient to Limit Global Warming to 2^o C or 1.5^o C?*, Nairobi, PNUE.

⁹ Kartha, Sivan et Erickson, Peter, «Comparison of Annex 1 and non-Annex 1 pledges under the Cancún Agreements», Working Paper WP-US-1107. Somerville: Stockholm Environment Institute, juin 2011. Les auteurs notent en page 2: «D'autres sources en sont arrivées à des conclusions sem-

- blables: le groupe *Climate Action Tracker* calcule de 2,6 à 4,0° C ; *Climate Interactive* de 3,5 à 4,5° C.»
- ¹⁰ *Ibid.* p. 15. Fondé sur le scénario le plus optimiste du PNUE.
- ¹¹ *Ibid.* p. 15. Fondé sur le scénario du PNUE où les promesses sont basses et la comptabilité stricte.
- ¹² Erickson, Peter; Lazarus, Michael; et Larsen, John., «The Implications of International Greenhouse Gas Offsets on Global Climate Mitigation», Working Paper WP-US-1106. Somerville: Stockholm Environment Institute, mars 2011.
- ¹³ *Ibid.* p. 9.
- ¹⁴ Cité dans Wynn, Gerard, «Canada confirms it will reject new Kyoto Protocol», Reuters, 9 juin 2011.
- ¹⁵ Cité dans TWN Bonn News Updates, n° 7 et n° 27. Publié par le *Third World Network*: www.twinside.org.sg
- ¹⁶ Voir Environnement Canada. *Cible d'émissions de gaz à effet de serre et projections des émissions au Canada* <http://www.climatechange.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=DC025A76-1>
- ¹⁷ Nikiforuk, Andrew, «Canada's road to petro-state lined with greed, pollution», *CCPA Monitor*, septembre 2010; p. 11.
- ¹⁸ Données du Canadian Energy Research Institute, citées dans Healing, Dan., «Trillions predicted in oilsands spending», *Calgary Herald*, 16 mai 2011.
- ¹⁹ Leahy, Stephen, «Canada Spurns Kyoto in Favour of Tar Sands», IPS, 13 juin 2011.
- ²⁰ *Ibid.*
- ²¹ Calculs fondés sur la correspondance de l'auteur avec la spécialiste des sables bitumineux Michelle Mech après avoir tiré au clair les données du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.
- ²² *L'anatomie d'une crise silencieuse*. Genève, Forum humanitaire global, 2009; p. 3.
- ²³ La Déclaration de Dar-es-Salaam sur les liens entre pauvreté, richesse et écologie en Afrique, dans *Report on AGAPE Consultation on Linking Poverty, Wealth and Ecology: African Ecumenical Perspectives*. Genève, Conseil œcuménique des Églises, novembre 2007.
- ²⁴ Cité par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) et la *East African Farmers' Federation* dans une déclaration conjointe par les agriculteurs et les organisations de la société civile sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'évolution du climat: «Towards a Farmer and Civil Society-led Roadmap on Food Security, Rural Livelihoods, Farmers Rights and Climate Change», septembre 2010; p. 6-8.
- ²⁵ «Stand Up For Africa! Stand Up for Climate Justice!», 8 juin 2011. Déclaration de 26 groupes de la société civile qui se sont réunis à Johannesburg (Afrique du Sud) du 24 au 26 mai 2011. Réunion parrainée conjointement par l'African Trade Network, la Confédération syndicale internationale/Afrique et l'Alliance panafricaine pour la justice climatique ; http://twnafrica.org/index.php?option=com_content&view=article&id=490:stand-up-for-africa-stand-up-for-climate-justice&catid=75:climate-change&Itemid=136
- ²⁶ Pressend, Michelle, «Climate Change, Water and Food Security in Southern Africa», Recherche pour le Réseau de justice économique de la Fraternité des conseils chrétiens d'Afrique du Sud (FOCCISA); novembre 2010.
- ²⁷ O'Brien, K.L. et Leichenko, R.B., *Climate Change, Globalisation and Water Scarcity*. 2008. www.expozaragoza2008.es/ContenidosAgenda/tda/ST0614.pdf

- ²⁸ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), 21^e Rapport de politique alimentaire ; Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Quatrième Rapport d'évaluation «Changements climatiques 2007 », septembre 2009.
- ²⁹ Malzbender, A. et Earle, A., «SADC water resources: Demands, dependencies, and governance responses», dans *Rethinking Natural Resources in Southern Africa*, publié sous la direction de Pressend, M. et Othieno, T., Institute for Global Dialogue. 2009.
- ³⁰ Practical Action Consulting, «The Economic Cost of Climate Change in Africa», étude commandée par l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, novembre 2009.
- ³¹ «Climate Justice for Sustainable Peace in Africa», message des chefs religieux africains à la 17^e Conférence des parties (COP 17) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatique, 29 novembre – 9 décembre 2011, à Durban (Afrique du Sud). Élaborée conjointement par 230 responsables religieux représentant des communautés musulmanes, chrétiennes, hindoues, africaines traditionnelles, bahaïes et bouddhistes de 30 pays d'Afrique, avec l'aide du *Southern African Faith Communities' Environment Institute* (SAFCEI), de la Conférence panafricaine des Églises et du Programme pour les relations entre chrétiens en musulmans en Afrique (PROCMURA).
- ³² Le Page, David, «Climate Change and Southern Africa», Fraternité des conseils chrétiens d'Afrique australe, juin 2010.
- ³³ Lettre de Mgr Desmond Tutu aux ambassadeurs à l'ONU pendant la Conférence de Copenhague, le 19 décembre 2009.
- ³⁴ Cité dans Action Aid et al. *Financiamiento Internacional, Resumen #6 de la Justicia Climática*. Cancún. Novembre 2010; p. 1.
- ³⁵ Zacune, Joseph, «World Bank: catalyzing catastrophic climate change», Amsterdam, Friends of the Earth International, juin 2011; p. 6.
- ³⁶ *Ibid.* p.6.
- ³⁷ Chatignoux, Catherine, «Une taxation financière est possible sans risque de délocalisation », *Les Echos*, 1^{er} juillet 2011.
- ³⁸ La proposition a été faite par Pablo Salón, ambassadeur de Bolivie aux Nations Unies lors d'une conférence de presse à Bonn, le 7 juin 2011.
- ³⁹ Mrasek, Volker, «Point of No Return for the Arctic Climate?», *Spiegel on line*, 4 décembre 2008.
- ⁴⁰ Voir «Greenland ice sheet faces 'tipping point in 10 years'», Greenhouse Neutral Foundation. Consulté le 9 septembre 2010: <http://greenhouseneutralfoundation.org/articles/2010/08/13/greenland-ice-sheet-faces-tipping-point-in-10-years/>
- ⁴¹ Cité dans Leahy, Stephen, «Permafrost Melt Soon Irreversible Without major Fossil Fuel Cuts», IPS, le 17 février 2011.
- ⁴² L'Accord des peuples. Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, Cochabamba (Bolivie), le 22 avril 2010.